

Interpellation : contrôle routier suivi, malgré l'absence d'infraction constatée, par un contrôle du Fichier des personnes recherchées

Tribunal de Grande Instance de LILLE	N° 09/00438	PROCÉDURE DE RECONDUITE A LA FRONTIÈRE
Juge des libertés et de la détention		ORDONNANCE
		- DE REJET

Le 12 Avril 2009, à 10 H 40, devant Nous, Muriel LE BELLEC, Juge des Libertés et de la Détention au Tribunal de Grande Instance de LILLE,

assisté de David COPPIN, Greffier,

Pour copie conforme
Le Greffier,

Etant en audience publique,

Vu l'arrêté de MONSIEUR LE PREFET DU NORD ayant prononcé la reconduite à la frontière le 10 avril 2009 à l'encontre de :

Monsieur Helmi B. [REDACTED]
né le [REDACTED] 1979 à VOIRON (38500)

Vu la décision de maintien de l'intéressé en rétention dans des locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire prononcée par MONSIEUR LE PREFET DU NORD et notifiée à l'intéressé(e) le 10 avril 2009 à 16 heures 00 ;

Vu la requête en prolongation de MONSIEUR LE PREFET DU NORD en date du 11 Avril 2009 ;

Vu l'article 4 de l'Ordonnance n°2004-1248 du 24 novembre 2004 portant abrogation de l'Ordonnance n°45-2658 du 02/11/1945, et des articles 87 et 89 de la loi n°2003-1119 du 26 novembre 2003 ;

Vu les articles L.551-1 à L.551-3 et 551-2 à L552-12 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

L'intéressé(e) entendu(e) en ses observations ;

Monsieur LEJEUNE, représentant de l'Administration, entendu(e) en ses observations ;

Maître Norbert CLEMENT entendu(e) en ses observations ;

Attendu que l'intéressé a fait l'objet d'un contrôle routier alors qu'il circulait à ROUBAIX, dans un véhicule immatriculé dans le département du nord par des policiers qui se trouvaient en mission de contrôle routier ; Qu'il a présenté un permis de conduire, la carte grise et l'attestation d'assurance du véhicule ; Que le contrôle routier était donc régulier ; Que les policiers ont néanmoins passé l'intéressé au fichier des personnes recherchées ; Que le préfet à l'audience justifie ce contrôle supplémentaire par le fait que ROUBAIX se trouve dans la zone des 20 kms ; Que cette circonstance n'est pas relevée dans le procès verbal d'interpellation, l'article 78-2 al. 4 du Code de Procédure Pénale n'étant pas le fondement de la consultation du fichier des personnes recherchées ; Que le contrôle d'identité dont a fait l'objet Monsieur B. [REDACTED] n'est pas régulier ;

Attendu qu'en application de l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France, un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ et que l'administration doit exercer toutes diligences à cet effet ; Attendu

JLD - LILLE - 12-04-2009 - B

qu'il est constant que l'intéressé a été interpellé en possession d'une carte d'identité Italienne, mais sans son passeport, qui n'a pas été remis aux services de police, seule une photocopie du passeport ayant été transmise à la préfecture du Nord ; Que l'arrêté plaçant Monsieur B. [REDACTED] en rétention précise qu'à défaut de pouvoir être réadmis dans un autre état, l'intéressé sera éloigné à destination de la Tunisie ; Que s'il est justifié de démarches auprès des autorités Italiennes en vue d'une éventuelle réadmission de l'étranger, ainsi que d'une demande de réservation d'un vol à destination de la Tunisie, il n'est pas justifié d'une demande de laisser-passer auprès des autorités consulaires Tunisiennes ; Qu'il n'a donc pas été satisfait aux exigences du texte précité ;

Qu'ainsi, la demande doit être rejetée, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens ;

PAR CES MOTIFS

REJETONS la demande sus-visée .

*Pour copie conforme
Le Greffier,*

Avisons l'étranger de la possibilité de faire appel, devant le premier président de la cour d'appel ou son délégué, de la présente ordonnance dans les vingt quatre heures de son prononcé; l'informons que la déclaration d'appel doit être motivée et peut être transmise par tout moyen (notamment par télécopie) au greffe de la cour d'appel de Douai (Numéro de fax de la cour d'appel 03.27.93.28.01) ; Lui indiquons que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué.

Prononcé, reçu copie et notifié le 12 Avril 2009 à 10 heures 40

L'INTÉRESSÉ	L'AVOCAT	LE REPRÉSENTANT DE L'ADMINISTRATION	LE GREFFIER	LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Notification de la présente ordonnance a été donné ce jour à Monsieur le procureur de la République, à Monsieur le Préfet Le Greffier.